

Prévisions économiques trimestrielles

Une bataille après l'autre

17 mars 2026

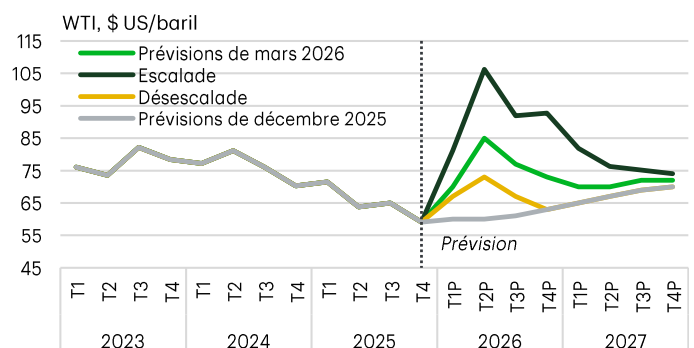
Faits saillants

- Le conflit au Moyen Orient n'a pas seulement fait grimper les prix du pétrole, mais l'incertitude entourant les prévisions commence aussi à se propager à d'autres domaines, notamment la sécurité alimentaire dans certains pays. Les conséquences économiques dépendront de la durée du conflit. Notre scénario de base suppose un conflit de courte durée, qui n'aurait qu'un impact temporaire sur l'inflation et la croissance; une escalade prolongée des tensions assombrirait considérablement les perspectives mondiales.
- Les États Unis font face à ce nouveau choc à partir d'une solide assise, et la croissance économique globale devrait tout de même se maintenir à un robuste 2,4% en 2026.
- La hausse des coûts de l'énergie, conjuguée à une inflation de base déjà persistante, accroît la probabilité que la Réserve fédérale des États Unis (Fed) maintienne le statu quo plus longtemps. La première fenêtre pour des réductions de taux ne devrait pas s'ouvrir avant septembre.
- Au Canada, l'inflation devrait aussi s'accroître, avec des répercussions modestes sur la croissance économique. Au delà du choc énergétique, la révision à venir de l'Accord Canada-États Unis-Mexique (ACEUM) maintient l'incertitude liée aux investissements à un niveau élevé, tandis que le ralentissement de la croissance démographique continue de resserrer les marchés de l'emploi.

C'est une bataille après l'autre pour les prévisionnistes en 2026. Il y a moins d'un mois, les changements apportés aux tarifs douaniers américains étaient la principale source d'incertitude. Maintenant, une nouvelle guerre au Moyen Orient a ajouté une source de risque beaucoup plus importante aux perspectives. Les prix de l'énergie ont fluctué d'un jour à l'autre, mais ils sont nettement supérieurs aux niveaux d'avant la guerre, en raison de la réduction de l'approvisionnement transitant par le détroit d'Ormuz. Environ 20% du pétrole mondial transite par ce détroit, dont environ la moitié des importations de pétrole de l'Asie et le quart des importations de gaz naturel liquéfié (GNL).

Au delà du terrible bilan humain, la durée du conflit permettra de déterminer dans quelle mesure les marchés mondiaux de l'énergie seront perturbés et quelle sera l'ampleur des conséquences économiques. Cette prévision suppose un transit très limité par le détroit, qui demeure effectivement fermé pendant les prochaines semaines, ce qui maintiendrait les prix du pétrole à un niveau élevé jusqu'à la fin

Graphique 1 : Les perspectives des prix du pétrole sont incertaines, mais la hausse des prix à court terme devrait faire grimper l'inflation



Source : Services économiques TD.

du mois. D'ici avril, à mesure que les expéditions de pétrole et de GNL reprendraient lentement, le prix moyen du WTI devrait s'établir autour de 85 dollars le baril au deuxième trimestre. Dans notre scénario de base, l'activité des expéditions se normaliserait d'ici juin, mais les prix du pétrole demeureraient élevés jusqu'à la mi 2026, reflétant un resserrement des marchés et une prime de risque plus élevée (graphique 1).

Dans un scénario d'escalade, où l'offre de pétrole serait davantage réduite ou plus lente à se rétablir, les prix pourraient facilement dépasser 100 dollars le baril en moyenne au deuxième trimestre et demeurer au dessus de 90 dollars jusqu'à la fin de l'année, à mesure que l'offre se rétablirait plus graduellement (graphique 1). Pour l'Amérique du Nord, l'impact sur la croissance économique resterait gérable compte tenu de son statut à la fois de producteur et de consommateur d'énergie. Pour les pays plus exposés, une nouvelle escalade pourrait toutefois faire basculer l'économie en récession.

Même si la hausse marquée des prix de l'énergie s'avère de courte durée, cela se traduira tout de même par une augmentation de l'inflation à court terme, ce qui érodera le pouvoir d'achat et ralentira la consommation. Les perturbations sur les marchés de l'énergie représentent un plus grand défi pour l'Europe et l'Asie que pour l'Amérique du Nord. Les faibles stocks de gaz naturel rendent l'Europe particulièrement vulnérable si le conflit persiste, et plusieurs grandes économies asiatiques doivent composer avec une exposition accrue aux perturbations des expéditions de pétrole et de GNL. Avant le début du conflit, les données entrantes laissaient entrevoir un potentiel de hausse dans les deux régions. La zone euro devait poursuivre sur sa lancée du fait de l'augmentation des dépenses publiques, tandis que la Chine, soutenue par la hausse des déficits, avait annoncé une nouvelle cible de croissance solide cette année. Nous nous attendons toujours à ce que la croissance mondiale en 2026 soit légèrement plus forte que dans notre dernière mise à jour, ce qui reflète en grande partie la résilience observée aux États Unis et dans certaines parties de l'Asie, exception faite de la Chine. Toutefois, les risques penchent désormais plus clairement à la baisse.

L'économie américaine face aux vents contraires

L'économie américaine est confrontée à une hausse des prix du pétrole à partir d'une position de force. La croissance au deuxième semestre de l'an dernier a été plus vigoureuse que prévu, soutenue par d'importants investissements dans l'IA et la résilience des consommateurs, malgré l'incidence d'une fermeture du gouvernement sur l'activité du quatrième trimestre. Cette dynamique, conjuguée à la normalisation des opérations gouvernementales, laissait entrevoir un début d'année 2026 plus solide.

On se surprend de constater que les conditions peuvent changer rapidement. Le conflit au Moyen-Orient a provoqué des ondes de choc sur les marchés mondiaux de l'énergie et a ravivé les rumeurs de stagflation. Cette conclusion est toutefois prématurée. À l'heure actuelle, l'effet direct de la hausse des prix du pétrole ne réduit que de quelques dixièmes la croissance économique en 2026 et ajoute environ 0,8 point de pourcentage à l'IPC global, lequel devrait atteindre un sommet de 3,8% au deuxième trimestre, tandis que les effets secondaires contribueraient à l'inflation de base à hauteur d'environ le quart de ce chiffre. L'économie devrait tout de même afficher une croissance robuste de 2,4% en 2026. Dans un scénario d'escalade, l'inflation pourrait atteindre 4,5%, tandis que la croissance serait amputée d'au moins deux dixièmes supplémentaires.

Néanmoins, le choc énergétique a été particulièrement inopportun pour les entreprises qui doivent déjà s'adapter à la hausse des coûts découlant des droits de douane. Après que la Cour suprême a invalidé les droits de douane du président Trump en vertu de l'IEEPA, l'administration a rapidement imposé des droits de douane mondiaux de 10%, et bientôt de 15%, en vertu de l'article 122. Si le taux le plus élevé entrait en vigueur, le taux tarifaire effectif passerait d'environ 16% à 13%. Malgré tout, l'incertitude entourant le régime tarifaire à long terme demeure bien présente. Les droits de douane imposés en vertu de l'article 122 expirent au bout de 150 jours sans l'approbation du Congrès, une éventualité qui semble peu probable. On s'attend donc à ce que l'administration s'appuie davantage sur des droits de douane imposés en vertu de l'article 301 (pratiques commerciales déloyales) ou de l'article 232 (sécurité nationale propre aux secteurs)

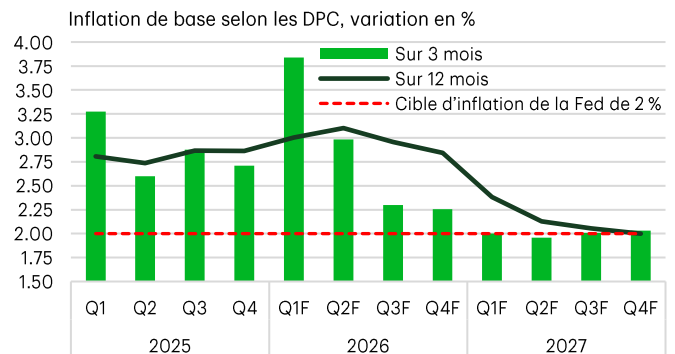
en guise de solution de rechange. Dans l'ensemble, il est peu probable qu'un taux tarifaire effectif légèrement plus bas, combiné à l'incertitude persistante à l'égard du régime tarifaire final, améliore sensiblement les perspectives.

Malgré la volatilité, les paramètres fondamentaux qui soutiennent la croissance cette année demeurent intacts. En dépit des fluctuations des marchés financiers, les conditions financières sous-jacentes ne montrent aucun signe imminent de tensions et demeurent expansionnistes par rapport aux normes historiques. C'est une bonne nouvelle pour les entreprises qui prévoient réaliser des dépenses en immobilisations cette année. Par ailleurs, l'augmentation d'environ 60 % des dépenses prévues par les fournisseurs de services à très grande échelle laisse croire que l'IA continuera sans doute de stimuler fortement les investissements des entreprises.

Les perspectives des consommateurs demeurent également optimistes. Les ménages commencent à voir les avantages de la loi *One Big Beautiful Bill Act*, qui donne droit à un salaire net plus élevé et à des remboursements d'impôt plus importants. Le principal segment à surveiller est le marché de l'emploi. Le rapport sur l'emploi de février a été faible, mais il faisait suite à un mois de janvier solide et a été influencé par des facteurs ponctuels, notamment une grève et des perturbations liées aux conditions météorologiques (graphique 2). Dans ce contexte, il est encore trop tôt pour changer fondamentalement notre point de vue selon lequel le taux de chômage a atteint un sommet, même si cela accroît l'importance du rapport de mars.

Les prévisions d'inflation plus élevées et les risques croissants du marché de l'emploi donnent lieu à une conjoncture difficile pour la Réserve fédérale américaine (Fed). L'inflation de base demeure supérieure à la cible de 2 % de la Fed, les pressions tarifaires continuent de se faire sentir et le choc énergétique réduit la marge de manœuvre pour une poursuite de la désinflation (graphique 2). Par conséquent, la Fed devrait rester prudente à l'égard des réductions de taux au cours des prochains mois. Bien que quelques réductions supplémentaires demeurent possibles cette année, leur mise en œuvre ne devrait pas intervenir avant septembre, en l'absence d'un ralentissement plus marqué de l'inflation ou d'un affaiblissement plus prononcé du marché de l'emploi.

Graphique 2 : L'inflation de base aux États-Unis restera élevée jusqu'à la fin de 2026



Source : U.S. Bureau of Economic Analysis et Services économiques TD.

Les tendances commerciales et démographiques façonnent les perspectives du Canada

Par ailleurs, l'économie canadienne a envoyé des signaux contrastés à la fin de 2025, la production s'étant contractée alors même que le marché de l'emploi s'est resserré. Le taux de chômage est passé d'un sommet de 7,1% en septembre à 6,5% en janvier, avant de remonter à 6,7% en février. Toutefois, malgré la baisse globale du PIB, la demande intérieure est restée résiliente, progressant à un rythme annualisé de 2,4% d'un trimestre à l'autre. Cette vigueur a été soutenue par de solides dépenses de consommation, des dépenses publiques liées aux systèmes d'armement et des investissements des entreprises en machines et équipements. La baisse de la production globale s'explique par une importante réduction des stocks, ce qui ne devrait pas se reproduire à court terme.

Les conditions demeurent tendues à l'horizon. La récente flambée des prix de l'énergie est actuellement au cœur des préoccupations, mais des facteurs plus larges continueront d'influer sur les perspectives, notamment les négociations en cours sur l'avenir de l'ACEUM et les changements à la politique d'immigration. Comme les prix du pétrole ont augmenté de plus de 40% depuis que les États Unis et Israël ont commencé à bombarder l'Iran, l'inflation est la principale source de préoccupations. L'effet sur la croissance économique devrait être relativement modeste, soit une baisse de seulement 0,1 point de pourcentage en 2026. Les prix plus élevés de l'énergie stimulent l'activité dans les

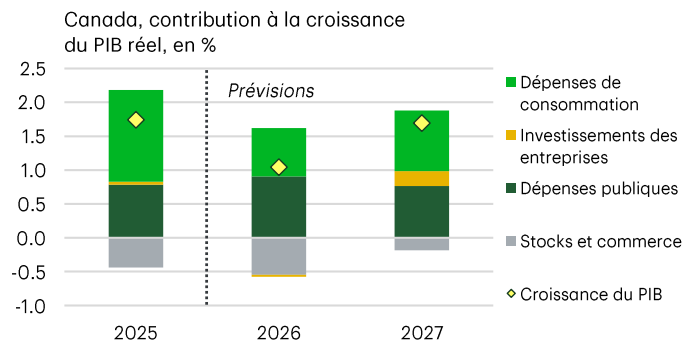
régions productrices, où le secteur constitue un moteur économique important. Le secteur énergétique au sens large représentant environ 10% du PIB canadien, soit environ le double de sa part aux États Unis, la hausse des revenus contribue à atténuer l'impact de la hausse des prix de l'essence et du resserrement des conditions financières sur les dépenses.

L'inflation de l'IPC global devrait atteindre un sommet de 2,8% sur 12 mois au deuxième trimestre, avant de reculer sous la barre des 2,0% en 2027 à mesure que les prix du pétrole se normaliseront. L'impact sur l'inflation de base est plus limité, car la capacité des entreprises à répercuter la hausse des coûts de l'énergie sur les consommateurs demeure restreinte par une demande intérieure encore inégale. L'inflation de base devrait continuer de converger vers 2,0% d'ici la fin de l'année, mais à un rythme légèrement plus lent que prévu en décembre. Dans un scénario d'escalade, l'inflation globale dépasserait probablement 3%, tandis que la croissance reculerait d'environ un dixième supplémentaire. Malgré l'incertitude élevée découlant du conflit au Moyen Orient, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada fasse abstraction de ce choc d'offre temporaire et laisse son taux directeur inchangé en 2026.

Les entreprises suivront également de près les progrès réalisés dans la révision de l'ACEUM. Les investissements privés non résidentiels se sont contractés de 0,3% l'an dernier, les droits de douane américains ayant pesé sur la confiance des entreprises. Les perspectives pour 2026 ne sont pas vraiment meilleures, malgré un sondage sur les intentions d'investissement en capitaux qui laisse entrevoir une amélioration. Comme les modalités liées à l'accès du Canada au marché américain ne sont toujours pas claires, nous nous attendons à ce que les investissements des entreprises augmentent d'un modeste 0,6% cette année. Les dépenses devraient toutefois augmenter au deuxième semestre, à mesure que l'on en saura plus concernant la révision de l'ACEUM.

La politique d'immigration plus restrictive du Canada pèse également sur les perspectives économiques. Les nouvelles cibles de résidents non permanents du gouvernement devraient entraîner une légère baisse de la population en 2026, suivie d'une croissance modérée en 2027 et en 2028. On s'attend à ce que la population active diminue d'environ 0,2% (T4/T4) d'ici la fin

Graphique 3 : Les dépenses publiques et de consommation soutiendront la croissance canadienne en 2026



Source : Statistiques Canada et Services économiques TD.

de 2026. Compte tenu de la diminution du bassin de travailleurs disponibles, même une création d'emplois plus lente devrait suffire à maintenir le taux de chômage globalement stable cette année, avant qu'il ne commence à baisser en 2027.

La croissance démographique plus faible freine également la demande de logements, en particulier dans le segment locatif. Les initiatives gouvernementales visant à soutenir la construction de logements locatifs ont stimulé l'activité l'an dernier, tandis que le segment des logements occupés par les propriétaires a continué d'éprouver des difficultés. La faiblesse de l'activité de revente et l'atonie de la construction de logements occupés par leur propriétaire devraient maintenir les investissements résidentiels à un niveau bas pendant une bonne partie de l'année.

Il est peu probable que les perspectives économiques du Canada suscitent beaucoup d'enthousiasme, mais elles affichent tout de même une amélioration par rapport à l'an dernier. Les dépenses publiques à l'échelle du pays devraient augmenter de 3,5% et, malgré des difficultés persistantes, la croissance des dépenses de consommation devrait afficher un modeste gain (graphique 3). De plus, la plupart des biens en provenance du Canada continuent d'entrer aux États Unis sans être visés par des droits de douane. Grâce à la vigueur de la croissance aux États Unis, les exportations devraient donc augmenter de 1,8% cette année, après une contraction de 1,7% en 2025. Une levée complète de l'incertitude commerciale améliorerait encore la confiance et pourrait stimuler davantage les dépenses de consommation et les investissements des entreprises.

Prévisions financières

Perspectives des Indicateurs Financiers												
Taux d'intérêt	2025				2026				2027			
	T1	T2	T3	T4	T1P	T2P	T3P	T4P	T1P	T2P	T3P	T4P
Canada												
Taux cible du financement à un jour (%)	2.75	2.75	2.50	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25
Taux bons du Trésor 3 mois (%)	2.62	2.65	2.42	2.15	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25
Rendem. oblig. d'État 2 ans (%)	2.46	2.59	2.47	2.58	2.75	2.65	2.60	2.60	2.60	2.60	2.60	2.60
Rendem. oblig. d'État 5 ans (%)	2.61	2.83	2.74	2.96	3.00	2.95	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90
Rendem. oblig. d'État 10 ans (%)	2.97	3.28	3.17	3.42	3.45	3.40	3.30	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25
Rendem. oblig. d'État 30 ans (%)	3.23	3.56	3.62	3.86	3.90	3.75	3.60	3.55	3.55	3.55	3.55	3.55
Écart oblig. 10 et 2 ans (%)	0.51	0.69	0.70	0.84	0.70	0.75	0.70	0.65	0.65	0.65	0.65	0.65
État-Unis												
Taux cible des fonds fédéraux (%)	4.50	4.50	4.25	3.75	3.75	3.75	3.50	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25
Taux bons du Trésor 3 mois (%)	4.21	4.24	3.86	3.57	3.70	3.55	3.30	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15
Taux bons du Trésor 2 ans (%)	3.89	3.72	3.60	3.47	3.70	3.45	3.35	3.35	3.35	3.35	3.35	3.35
Taux bons du Trésor 5 ans (%)	3.96	3.79	3.74	3.73	3.80	3.75	3.70	3.70	3.70	3.70	3.70	3.70
Taux bons du Trésor 10 ans (%)	4.23	4.24	4.16	4.18	4.25	4.20	4.15	4.10	4.10	4.10	4.10	4.10
Taux bons du Trésor 30 ans (%)	4.59	4.78	4.73	4.84	4.90	4.75	4.65	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60
Écart bons du Trésor 10 et 2 ans (%)	0.34	0.52	0.56	0.71	0.55	0.75	0.80	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75
Écarts Canada- É.-U.												
Écart bons du Trésor 3 mois Can - É.-U.	-1.59	-1.59	-1.44	-1.42	-1.45	-1.30	-1.05	-0.90	-0.90	-0.90	-0.90	-0.90
Écart bons du Trésor 10 ans Can - É.-U.	-1.26	-0.96	-0.99	-0.76	-0.80	-0.80	-0.85	-0.85	-0.85	-0.85	-0.85	-0.85

P: Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026. Toutes les prévisions sont de fin de période.

Sources : Bloomberg, Banque du Canada, Réserve Fédérale, Services économiques TD.

Perspectives des Devises Étrangères													
Devise	Taux de change	2025				2026				2027			
		T1	T2	T3	T4	T1P	T2P	T3P	T4P	T1P	T2P	T3P	T4P
Taux de change au dollar U.S.													
Euro	USD par EUR	1.08	1.18	1.17	1.17	1.15	1.17	1.19	1.20	1.20	1.20	1.20	1.20
Livre sterling	USD par GBP	1.29	1.37	1.34	1.35	1.33	1.36	1.37	1.39	1.39	1.39	1.39	1.39
Yen japonais	JPY par USD	150	144	148	157	156	155	154	154	153	152	151	151
Renminbi chinois	CNY par USD	7.26	7.16	7.12	6.99	6.94	6.89	6.84	6.79	6.74	6.69	6.64	6.59
Taux de change au dollar canadien													
Dollar U.S.	USD par CAD	0.70	0.73	0.72	0.73	0.73	0.74	0.74	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75
Euro	CAD par EUR	1.55	1.60	1.63	1.61	1.57	1.59	1.61	1.61	1.60	1.60	1.60	1.60
Livre sterling	CAD par GBP	1.85	1.87	1.87	1.84	1.81	1.85	1.85	1.86	1.85	1.85	1.85	1.85
Yen japonais	JPY par CAD	104.2	105.9	106.2	114.4	114.3	114.1	114.4	114.7	115.0	114.4	113.8	113.3
Renminbi chinois	CNY par CAD	5.05	5.26	5.11	5.10	5.09	5.06	5.07	5.07	5.07	5.03	4.99	4.96
P: Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026. Toutes les prévisions sont de fin de période.													
Sources : Bloomberg, Réserve fédérale, Services économiques TD.													

P: Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026. Toutes les prévisions sont de fin de période.

Sources : Bloomberg, Réserve fédérale, Services économiques TD.

Perspectives Économiques Canadiennes																		
Variation Annualisée en Pourcentage d'une Période à l'autre, Sauf Indication Contraire																		
Indicateurs économiques	2025				2026				2027				Moy. Annuelle			T4/T4		
	T1	T2	T3	T4	T1P	T2P	T3P	T4P	T1P	T2P	T3P	T4P	25P	26P	27P	25P	26P	27P
PIB réel	2.1	-0.9	2.4	-0.6	2.0	1.1	1.5	1.6	1.8	1.9	1.9	1.8	1.7	1.1	1.7	0.7	1.6	1.8
Dépenses de Consommation	1.2	4.7	-0.8	1.7	1.1	0.8	1.3	1.4	1.6	1.7	1.7	1.7	2.3	1.2	1.5	1.7	1.2	1.7
Biens Durables	-5.1	7.1	-3.7	-2.8	1.0	1.1	1.3	1.3	1.5	1.7	1.7	1.7	1.6	0.1	1.5	-1.2	1.2	1.7
Investiss. Fixe non Résidentiel	-0.7	-2.1	-4.7	2.7	1.0	1.1	1.4	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	-0.2	0.5	1.6	-1.2	1.3	1.7
Structures non Résidentielles	-2.5	9.3	-0.9	-3.2	1.1	1.2	1.5	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	0.6	1.6	0.6	1.4	1.7
Équipements et PPI*	1.1	-12.0	-8.4	8.9	1.0	1.0	1.3	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	-1.9	0.4	1.5	-2.9	1.2	1.6
Investissement Résidentiel	-11.1	2.0	5.0	-4.4	-4.4	-1.0	0.0	1.0	1.2	1.3	1.3	1.4	1.0	-1.3	0.9	-2.3	-1.1	1.3
Dépenses Publiques	1.0	5.2	0.0	5.7	3.6	3.3	3.1	3.1	2.8	2.7	2.6	2.4	3.0	3.5	2.8	2.9	3.3	2.6
Demande Intérieure Finale	-0.1	3.8	-0.5	2.4	1.4	1.4	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.1	1.6	1.8	1.4	1.6	1.9
Exportations	4.0	-23.6	3.8	6.1	1.2	1.7	1.9	2.1	2.1	2.0	2.0	2.1	-1.7	0.8	2.0	-3.3	1.7	2.1
Importations	4.0	0.4	-11.0	1.0	1.3	5.1	5.2	4.3	3.5	2.9	2.8	2.8	-0.4	0.9	3.7	-1.6	4.0	3.0
Variation des Stocks non Agricoles (2012, G \$)	-2.0	15.4	1.6	-17.9	-13.4	-8.4	-3.4	-0.9	1.1	2.6	4.1	5.3	-0.7	-6.6	3.2	--	--	--
Ventes Finales	-2.0	0.1	1.4	6.0	0.7	0.6	0.9	1.5	1.6	1.7	1.7	1.7	2.1	1.8	1.5	1.4	0.9	1.7
Solde Courant International (G \$)	-13.6	-84.1	-21.1	-2.8	-0.4	5.6	-18.0	-39.1	-43.1	-46.3	-49.1	-51.5	-30.4	-13.0	-47.5	--	--	--
% du PIB	-0.4	-2.6	-0.6	-0.1	0.0	0.2	-0.5	-1.2	-1.3	-1.3	-1.4	-1.5	-0.9	-0.4	-1.4	--	--	--
Bénéf. des Entrepr. avant Impôts	7.3	-17.8	20.4	7.6	-3.0	39.3	-4.8	-18.2	-7.6	2.3	3.2	3.3	5.7	6.3	-3.3	3.4	1.3	0.2
% du PIB	14.4	13.7	14.2	14.3	14.0	15.0	14.7	14.0	13.6	13.5	13.5	13.5	14.1	14.4	13.6	--	--	--
Indice du PIB (a/a)	3.2	2.1	2.4	2.4	2.7	4.0	3.1	2.2	1.5	0.8	1.1	1.7	2.5	3.0	1.3	2.4	2.2	1.7
PIB Nominal	6.1	-1.6	6.2	2.3	6.8	5.7	1.8	0.8	3.7	3.8	3.5	3.5	4.3	4.1	3.0	3.2	3.8	3.6
Population Active	2.0	1.3	0.5	1.3	-1.6	-0.1	0.0	0.0	0.1	0.2	0.4	0.5	1.9	0.0	0.1	1.3	-0.4	0.3
Emplois	2.3	0.3	0.0	2.4	-1.1	-0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.6	0.8	1.4	0.2	0.5	1.3	-0.2	0.6
Emplois (variation en milliers)	118	15	1	127	-58	-19	20	18	30	33	30	42	296	42	99	261	-38	135
Taux de Chômage (%)	6.7	6.9	7.0	6.7	6.6	6.7	6.6	6.5	6.4	6.3	6.3	6.2	6.8	6.6	6.3	--	--	--
Revenu Personnel Disponible	3.5	1.8	4.4	2.3	3.3	4.1	0.9	3.0	3.3	3.4	3.4	3.6	4.7	3.0	3.0	3.0	2.8	3.4
Taux d'Épargne Personnelle (%)	5.4	4.5	5.2	4.4	4.3	4.4	3.7	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	4.9	4.1	3.7	--	--	--
Ind. des Prix à la Cons. (a/a)	2.3	1.8	2.0	2.2	2.1	2.8	2.8	2.3	2.2	1.9	1.9	2.1	2.1	2.5	2.0	2.2	2.3	2.1
Indice de Référence (a/a) **	2.3	2.6	2.7	2.8	2.5	2.6	2.6	2.3	2.2	2.0	1.9	1.9	2.6	2.5	2.0	2.8	2.3	1.9
Inflation BdC (a/a) ***	2.8	3.1	3.1	2.9	2.4	2.2	2.3	2.1	2.2	2.0	1.9	2.0	3.0	2.2	2.0	2.9	2.1	2.0
Mises en Chantier (milliers)	224	282	273	255	243	240	235	228	225	223	221	219	258	236	222	--	--	--
Prix de l'Immobilier Résidentiel (a/a)	-1.6	-2.5	0.5	-1.8	0.4	1.4	-1.6	-1.1	1.5	1.8	3.2	4.3	-1.4	-0.3	2.7	-1.8	-1.1	4.3
PIB Réel / Travailleur (a/a)	1.0	0.4	0.4	-0.5	0.3	1.0	0.7	1.7	1.3	1.2	1.2	1.2	0.3	0.9	1.2	-0.5	1.7	1.2

P : Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026.

La mesure des prix de l'immobilier résidentiel affichée est le prix de vente moyen composé de l'ACI.

* Produits de propriété intellectuelle. ** IPC excluant les 8 composants les plus volatils. *** Moyenne simple de l'IPC-tronq et l'IPC-méd.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Haver Analytics, Services économiques TD.

Perspectives Économiques Américaines																		
Variation Annualisée en Pourcentage d'une Période à l'autre, Sauf Indication Contraire																		
Indicateurs économiques	2025				2026				2027				Moy. Annuelle			T4/T4		
	T1	T2	T3	T4	T1P	T2P	T3P	T4P	T1P	T2P	T3P	T4P	25P	26P	27P	25P	26P	27P
PIB Réel	-0.6	3.8	4.4	0.7	2.4	2.1	2.6	2.5	2.2	2.1	2.0	2.0	2.1	2.4	2.2	2.0	2.4	2.1
Dépenses de Consommation	0.6	2.5	3.5	2.0	2.0	2.4	2.2	2.0	2.0	1.9	1.9	2.0	2.6	2.3	2.0	2.1	2.1	2.0
Biens Durables	-3.4	2.3	1.5	0.0	0.0	6.9	4.3	3.0	2.8	2.8	2.8	3.2	3.6	2.3	3.3	0.1	3.5	2.9
Investiss. Fixe non Résidentiel	9.5	7.3	3.2	2.3	4.0	4.2	5.7	5.2	3.6	3.6	3.2	3.2	4.1	4.1	4.1	5.5	4.7	3.4
Structures non Résidentielles	-3.1	-7.5	-5.0	-7.1	-3.0	-2.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	-5.3	-3.4	0.8	-5.7	-0.8	1.0
Équipements et PPI*	13.4	11.8	5.4	5.4	5.8	5.7	6.9	6.2	4.2	4.3	3.7	3.7	7.0	6.2	4.9	8.9	6.2	4.0
Investissement Résidentiel	-1.0	-5.1	-7.1	-0.6	-1.1	2.2	5.8	5.7	5.9	4.5	3.6	3.3	-2.1	-0.2	4.9	-3.5	3.1	4.3
Dépenses Publiques	-1.0	-0.1	2.2	-5.8	5.9	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	1.1	0.8	0.7	-1.2	2.0	0.7
Demande Intérieure Finale	1.4	2.4	2.8	0.6	2.8	2.3	2.5	2.3	2.1	2.0	1.9	2.0	2.4	2.2	2.2	1.8	2.5	2.0
Exportations	0.2	-1.8	9.6	-3.3	4.3	2.7	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	1.6	2.5	3.0	1.0	3.3	3.0
Importations	38.0	-29.3	-4.4	-1.1	11.0	5.1	3.6	2.8	2.5	2.5	2.5	2.5	2.7	1.2	2.8	-2.0	5.6	2.5
Variation des stocks des Entreprises	172.0	-18.3	-23.9	-7.5	16.1	23.0	33.0	42.9	42.9	42.9	42.9	42.9	30.6	28.7	42.9	--	--	--
Ventes Finales	-3.2	7.5	4.5	0.4	1.9	2.0	2.4	2.3	2.2	2.1	2.0	2.0	2.2	2.4	2.2	2.2	2.2	2.1
Bénéf. des Entrepr. avant Impôts (incluant la TVA et la DDA)	-4.7	0.7	19.1	12.5	7.0	6.5	3.8	4.0	-0.4	0.0	-0.4	1.4	6.4	8.3	1.6	6.5	5.3	0.2
% du PIB	13.1	12.9	13.2	13.4	13.5	13.6	13.5	13.5	13.3	13.2	13.0	13.0	13.2	13.5	13.1	--	--	--
Déflateur du PIB (a/a)	2.6	2.5	3.0	3.3	3.1	3.2	2.7	2.4	2.2	2.3	2.3	2.3	2.8	2.9	2.3	3.3	2.4	2.3
PIB Nominal	2.9	6.0	8.3	4.5	5.6	4.5	4.6	5.1	4.3	4.7	4.2	4.4	5.0	5.4	4.6	5.4	4.9	4.4
Population Active	5.4	0.1	0.4	1.6	-2.1	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2	0.1	0.2	1.6	-0.1	0.2	1.8	-0.3	0.2
Emplois	0.5	0.4	0.1	-0.2	0.2	0.2	0.4	0.6	0.6	0.5	0.3	0.3	0.5	0.2	0.5	0.2	0.3	0.4
Emplois (variation en milliers)	205	169	34	-91	80	86	160	223	240	180	120	100	745	271	729	317	549	640
Taux de Chômage (%)	4.1	4.2	4.3	4.5	4.4	4.4	4.3	4.2	4.1	4.0	4.0	4.0	4.3	4.3	4.0	--	--	--
Revenu Personnel Disponible	5.8	4.0	3.8	3.1	8.3	5.7	5.3	6.0	5.6	5.7	5.4	5.1	4.4	5.5	5.6	4.2	6.3	5.5
Taux d'Épargne Personnelle (%)	5.2	5.0	4.4	4.0	4.1	4.0	4.3	4.7	5.2	5.6	5.9	6.1	4.7	4.3	5.7	--	--	--
Ind. des Prix à la Cons. (a/a)	2.7	2.5	2.9	2.7	2.9	3.8	3.4	3.2	2.4	1.6	1.8	1.9	2.7	3.3	1.9	2.7	3.2	1.9
IPC Global (a/a)	3.1	2.8	3.1	2.7	2.7	2.9	2.7	2.9	2.6	2.4	2.3	2.2	2.9	2.8	2.4	2.7	2.9	2.2
Indice des Prix PCE (a/a)	2.8	2.7	2.9	2.9	3.0	3.1	3.0	2.8	2.4	2.1	2.1	2.0	2.8	3.0	2.1	2.9	2.8	2.0
Mises en Chantier (millions)	1.40	1.35	1.35	1.33	1.32	1.35	1.39	1.43	1.45	1.48	1.50	1.52	1.36	1.37	1.49	--	--	--
Production Horaire Réelle (a/a)**	2.0	2.1	2.4	2.8	3.8	3.4	2.6	2.4	1.9	1.7	1.6	1.5	2.3	3.0	1.7	2.8	2.4	1.5

* Produits de propriété intellectuelle. ** Secteur non agricole. P = Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026.

Sources : U.S. Bureau of Labor Statistics, U.S. Bureau of Economic Analysis, U.S. Census Bureau, Services économiques TD.

Indicateurs Économiques pour le G7 et l'Europe			
	2025	2026P	2027P
PIB Réel (variation annuelle, en %)			
G7 (28.7%)*	1.6	1.7	1.8
États-Unis	2.1	2.4	2.2
Japon	1.1	0.5	0.8
Zone euro	1.5	0.9	1.3
Allemagne	0.4	0.8	1.7
France	0.9	1.0	1.4
Italie	0.7	0.6	0.9
Royaume-Uni	1.3	0.9	1.3
Canada	1.7	1.1	1.7
Indice des Prix à la Consommation (variation annuelle, en %)			
G7	2.3	2.2	2.0
États-Unis	2.7	3.3	1.9
Japon	3.2	2.2	1.7
Zone euro	2.1	2.8	2.1
Allemagne	2.3	2.1	1.9
France	0.9	1.6	1.5
Italie	1.6	2.2	1.5
Royaume-Uni	3.4	2.6	1.9
Canada	2.1	2.5	2.0
Taux de Chômage (moyenne annuelles, en %)			
États-Unis	4.3	4.3	4.0
Japon	2.5	2.5	2.3
Zone euro	6.3	6.3	6.2
Allemagne	6.3	6.1	5.5
France	7.7	7.6	7.3
Italie	6.1	6.0	6.3
Royaume-Uni	4.9	5.2	4.9
Canada	6.8	6.6	6.3
*Part du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2024.			
Prévisions en date de mars 2026.			
Sources : Bureaux de statistiques nationaux, Services économiques TD.			

Perspectives Économiques Mondiales				
Variation Annuelle en % (Sauf Indication Contraire)				
Part du PIB mondial en 2024*		Prévisions		
PIB réel	(%)	2025	2026P	2027P
Monde	100.0	3.5	3.1	3.1
Amérique du Nord	17.9	2.0	2.3	2.2
États-Unis	14.8	2.1	2.4	2.2
Canada	1.3	1.7	1.1	1.7
Mexique	1.7	0.8	1.6	1.9
Union Européenne (UE-28)	14.2	1.6	1.2	1.5
Zone Euro (UE-20)	12.2	1.5	0.9	1.3
Allemagne	3.0	0.4	0.8	1.7
France	2.2	0.9	1.0	1.4
Italie	1.8	0.7	0.6	0.9
Pays Adhérents	3.8	3.0	3.0	2.3
Royaume-Uni	2.3	1.3	0.9	1.3
Asie	46.9	4.8	4.2	4.1
Japon	3.3	1.1	0.5	0.8
APIN	3.5	3.7	2.6	2.0
Hong Kong	0.3	3.5	2.4	2.2
Corée	1.6	0.9	2.0	2.1
Singapour	0.5	5.0	3.6	2.1
Taiwan	0.9	8.7	3.7	2.0
Russie	3.5	0.8	0.9	1.0
Australie et Nouvelle-Zélande	1.2	1.8	2.4	2.4
Pays d'Asie en Voie de Développement	35.7	5.7	5.0	5.0
ASEAN-5	5.2	5.3	4.7	4.9
Chine	19.3	5.0	4.5	4.4
Inde**	8.2	7.7	6.5	6.3
Amérique Centrale et Amérique du Sud	5.3	2.9	1.7	2.3
Brésil	2.4	2.6	1.2	2.1
Autres Pays en Voie de Développement	12.8	3.6	3.3	3.0
Autres Pays industrialisés	3.2	1.2	1.4	2.2
Royaume-Uni	2.2	1.3	0.9	1.3
* Part du PIB mondial en fonction de la parité des pouvoirs d'achat.				
Prévisions en date de mars 2026.				
** Les prévisions pour l'Inde sont pour l'exercice financier.				
Sources : Fonds Monétaire International, Services économiques TD.				

Perspectives des Prix des Produits de Base												
Prix des produits de base	2025				2026				2027			
	T1	T2	T3	T4	T1P	T2P	T3P	T4P	T1P	T2P	T3P	T4P
Brut (WTI, \$US/baril)	72	64	65	59	70	85	77	73	70	70	72	72
Gaz naturel (\$US/mBTU)	4.20	3.19	3.03	3.76	3.50	3.60	3.70	3.80	3.90	3.90	3.90	3.90
Or (\$US/once troy)	2856	3284	3455	4150	4975	5000	4900	4800	4700	4700	4600	4600
Argent (\$US/once troy)	31.86	33.65	39.51	55.21	86.00	80.00	77.00	75.00	73.00	72.00	70.00	70.00
Cuivre (cents/livre)	423	432	444	505	590	575	560	560	575	580	585	590
Nickel (\$US/livre)	7.06	6.88	6.81	6.76	7.90	7.70	7.50	7.30	7.25	7.25	7.25	7.25
Aluminium (cents/livre)	119	111	119	128	145	135	130	125	125	125	125	125
Blé (\$US/livre)	5.65	5.34	4.88	5.13	5.50	5.55	5.70	5.85	5.90	5.90	6.00	6.00
P: Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2026. Toutes les prévisions sont des moyennes de période.												
Sources : Bloomberg, USDA (Haver), Services économiques TD.												

**Pour toute demande de renseignements des médias,
veuillez contacter Oriana Kobelak au 416-982-8061.**

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.